

DÉFENDONS LE BIEN COMMUN CONTRE LE CAPITALISME FINANCIER

Gérard Chenu



53 ans, médecin
Elections cantonales
du 9 mars 2008
Vandœuvre-ouest

« Nous savons aujourd'hui que nous ne pouvons plus reculer. Notre région a besoin d'un potentiel industriel puissant, pour continuer à développer son économie, à se reconverter et à regarder vers le futur avec sérénité », a déclaré le président du conseil économique et social de Lorraine (l'E.R. du 8/2/08). Depuis 2000, la Lorraine a perdu 26 000 emplois industriels, s'alarment ensemble les représentants patronaux et syndicaux.

Soit, mais comment faire si l'industrie n'est pas protégée des raids financiers ?

Le « modèle » de la mondialisation est en faillite : les délocalisations, le poule financier avec ses actionnaires à satisfaire et les « fonds » prédateurs à l'affût des entreprises saines.

Le système financier international est désormais honni des producteurs parce qu'il détruit la « valeur travail », slogan des dernières élections. Il n'y a plus d'avenir pour les jeunes et les futures générations au sein de ce système.

La crise financière, conséquence des paris débridés lancés avec les outils conçus par les banques pour les spéculateurs, emporte tout sur son passage dans un processus semblable aux années 1923-1933. Elle entraîne une hausse générale et forte des prix : logement, carburants, matières premières, énergie, nourriture. Les faibles hausses de salaires, péniblement obtenues par les luttes, sont aussitôt dépassées et le niveau de vie baisse rapidement. **La Banque Centrale Européenne (BCE) n'offre aucune garantie de sauvegarde aux nations** et, bien au contraire, alimente le désastre par ses « injections monétaires » : elle se précipite au secours des plus spéculateurs parmi les financiers, mais refuse de le faire pour l'industrie ou l'économie européenne en général.

Par crainte du vote populaire, le président de la République a fait adopter par les deux assemblées un « traité européen » (copie embrouillée du TCE de 2005) qui cadenasse toute tentative de reprise économique et consacre le règne de la BCE et de l'euro, qui



Najat Chaouch
Suppléante

impose les bas salaires. **Ce « traité de Lisbonne » interdit aux institutions européennes et aux Etats membres d'émettre du crédit productif public, au-delà de l'impôt et de l'emprunt, pour financer une politique de grands travaux et de recherche fondamentale, fortement créatrice d'emplois qualifiés.** En outre, il donne à l'OTAN, c'est-à-dire aux intérêts stratégiques anglo-états-uniens (qui engendrent guerre et chaos), la direction de la politique étrangère de l'Europe !

Cette élection est l'occasion qui vous est donnée de manifester votre volonté de « changer le système » en profondeur, malgré le « traitement » asséné au peuple français.

Extrême-gauche et extrême-droite critiquent sans projet de refondation économique, le « centre » promeut l'austérité sociale en exigeant « l'équilibre budgétaire », le PS est anesthésié par sa majorité qui a voté pour le « traité de Lisbonne ». Il faut donc mener l'offensive en offrant **l'alternative.**

● **L**a constitution française, dans son préambule et le code du commerce (article 410-2) permettent de prendre par décret **des mesures contre les hausses de prix**, pour préserver un toit pour chacun et pour **sauver les institutions et services publics.** Le gouvernement chinois le fait déjà, pourquoi le nôtre est-il passif face au krach financier ?

● **Un nouveau système financier international doit être créé** lors d'une conférence internationale des nations (« nouveau Bretton-Woods »), **qui mettra fin à l'escroquerie du profit sans production et au règne du court terme.**

Les Etats doivent reprendre le contrôle de l'émission de monnaie-crédit qu'ils ont abandonné aux banques privées et aux sociétés d'assurance.

La priorité du développement à long terme et du travail humain doit devenir la vraie cause de l'Europe !

Cette conférence mettra en place un système des parités fixes entre monnaies, rendu stable par une politique de forte croissance de l'économie physique. **Elle créera les conditions d'une organisation des marchés à l'échelle internationale régulant l'exploitation et les prix des matières premières, assurant stabilité et paix mondiale.** Les prix de l'énergie ne doivent plus être soumis au « marché ». Remplaçons donc la BCE, soumise aux marchés financiers, par **une association de banques nationales qui émettent du crédit d'Etat sous contrôle politique en faveur de projets communs sous contrôle démocratique des citoyens.**

Ignorant cette voie, ce gouvernement a créé quantité de nouvelles taxes sur la consommation (pêche, carbone), a vendu au « marché » une partie d'EDF pour restaurer universités et logements étudiants, et propose même de vendre (aux plus riches, forcément) les chef-d'œuvres des musées nationaux !

Appauvrissant l'Etat depuis des décennies en bradant ses richesses (autoroutes, Renault, banques, Gaz de France, etc), les politiciens libéraux, comme messieurs Fillon et Bayrou, ont beau jeu de le déclarer en faillite !

L'instauration des franchises médicales et les déremboursements toujours plus nombreux « punissent » les plus malades et rendent les soins plus chers à tous. Le plus grand groupe d'hospitalisation privée, dont les recettes proviennent essentiellement des crédits de la Sécurité Sociale, vient de distribuer à ses actionnaires l'équivalent de la moitié des recettes générées par les nouvelles franchises !

Les « partenariats public-privé » (PPP) vantés par la droite détournent les investissements réalisés dans le système de santé publique vers l'enrichissement privé au détriment des salaires du personnel et de l'intérêt général (comme au CHU de Nancy-Brabois).

- **E**n Meurthe-et-Moselle (comme en Lorraine), **le crédit public d'Etat est nécessaire :**
- pour que les municipalités retrouvent la gestion de l'eau délaissée aux grands groupes privés qui doublent la facture ;
- pour installer dans les stations d'incinération des déchets des « torches à plasma » permettant d'éviter les rejets de dioxine cancérigène dans l'air ;
- pour impulser la rénovation des logements aux normes actuelles de sécurité et de confort ;

- pour que les travaux publics ne connaissent pas le sort du chantier de la déviation du plateau de Malzéville qui, par manque de crédits, aura duré 9 ans au mieux !
- pour susciter dans l'enseignement une culture de la découverte.

- Aussi, les problèmes écologiques exigent aussi **d'investir massivement dans la recherche pour la pile à combustible et la maîtrise de l'énergie de fusion** (où l'Université de Nancy-Vandoeuvre est déjà impliquée) afin d'obtenir une énergie très abondante et propre. Il faut arrêter de brûler le pétrole et les carburants agricoles dont l'exploitation nourrit la spéculation sur les cultures vivrières. Avec une énergie chère et comptée voulue par certains fanatiques verts, on va dans le sens voulu par l'oligarchie qui organise la rareté partout et la faim dans les pays les plus faibles.



Enfin, l'action sécuritaire de ce gouvernement (fichage ADN des manifestants, neutralisation électrique par « taser », chasse aux immigrés et réfugiés politiques) bafoue votre dignité. Aux USA et au Canada, on a dénombré 167 morts par électrocution « taser » entre 1999 et 2007 et de nombreux invalides ; le précédent ministre de l'intérieur et actuel président a fait distribuer cette arme cruelle à la police. **L'Union Européenne a établi la primauté du droit des Etats-Unis sur le droit européen :** transfert immédiat des données personnelles des voyageurs aux services US, accords d'extradition signés sans débat parlementaire, espionnage

des communications électroniques et téléphoniques des citoyens (systèmes Echelon et Swift installés en Europe pour la CIA).

Le combat pour l'intérêt général comprend la nécessité d'« **élever à la dignité d'hommes tous les individus de l'espèce humaine** » (Lazare Carnot), à l'inverse de la société du travail jetable et du triage humain mise en place au pas cadencé des menées guerrières sur l'Irak, Gaza, l'Iran, le Darfour.

Considérez votre canton comme vous considérez le monde et exprimez par votre vote votre volonté de restaurer votre République, protectrice du bien commun, du bonheur et de la paix !



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche

Pour me contacter : gerardchenu2008@gmail.com